

mot d'ordre de réduction du service militaire au temps des classes. Ce n'est pas par hasard si le programme commun lui-même prône la réduction du service militaire à six mois...

Ce mot d'ordre est un mot d'ordre éducatif : il permet aux marxistes révolutionnaires d'étayer leur propagande pour l'armement du prolétariat : pour toutes ces raisons, il doit couronner la plate-forme de lutte du mouvement anti-militariste de masse que nous voulons impulser.

Au sein du mouvement, les marxistes révolutionnaires défendent leur ligne

Dans la construction de ce mouvement, nous devons évidemment nous départir de tout sectarisme : il ne s'agit pas de chercher a priori les clivages formels avec des courants, des composantes du mouvement anti-militariste supposés porteurs de projets fondamentaux opposés aux nôtres. Le cadre militant que nous voulons constituer doit être ouvert a priori à toutes les composantes du mouvement anti-militariste. Ses comités de base se constituent à partir d'un travail de propagande anti-militariste (films, débats) et d'agitation (lutte contre la répression, les camps, les briseurs de grève, etc...). Leur affirmation en un mouvement national se fera au travers d'initiatives centrales de grande envergure (manifs, rassemblements). Au sein de ces comités de base, le débat politique sur la ligne fondamentale du mouvement par rapport à l'armée se développera nécessairement. Dans ce débat, les militants de la Ligue défendront leurs propres mots d'ordre et notamment l'exigence de la réduction du service militaire au temps des classes. Nous sommes convaincus que leur juste ligne s'imposera à l'ensemble du mouvement (comme elle s'est imposée sur le terrain de la défense de la révolution indochinoise au FSI). Mobilisant la jeunesse anti-militariste sur les mots d'ordre offensifs correspondant à ses exigences et à ses aspirations, le CDA s'imposera alors comme mouvement antimilitariste de masse des civils.

◆ Murcia

CONTRIBUTION AU DEBAT ARMEE

I.— L'impérialisme et la question militaire aujourd'hui

Les camarades connaissent ces propos de Mac Namara expliquant que la question de l'Indochine se réduit à celle-ci : un peuple révolutionnaire voulant se libérer du joug impérialiste le peut-il face à la plus puissante des armées impérialistes ? Il ajoutait que c'était là une question clé pour les affrontements futurs en Asie, en Afrique et en Amérique Latine.

En effet, les coups de boutoir de la révolution coloniale et la politique de coexistence pacifique de la bureaucratie stalinienne ont fait qu'à partir des années 60 la question militaire principale pour l'impérialisme dans la lutte de classes internationale n'est plus celle qui avait dominé l'après-guerre : la course aux armements avec les Etats ouvriers. Maintenir et écraser la révolution coloniale devint le souci dominant, ce qui en termes militaires veut dire que la formation de techniques anti-guerilla et du personnel militaire adéquat devient la

question essentielle pour l'impérialisme. Dans ce cadre, la supériorité de l'impérialisme US lui donne le rôle reconnu de gendarme international.

Mais depuis mai 68, qui a vu ressurgir le spectre de la révolution dans les citadelles traditionnelles de l'impérialisme, les bourgeoisies européennes posent sur leur propre terrain la problématique préventive de Mac Namara : un mouvement insurrectionnel intérieur aura-t-il les chances de vaincre militairement ? Pour les impérialismes secondaires européens, c'est la question militaire principale aujourd'hui : mettre en place une armée de guerre civile, dans le cadre d'une panoplie anti-subversion parfaitement centralisée, comprenant : les lois scélérates contre le mouvement ouvrier, la police, l'armée, les corps d'embrigadement de la jeunesse.

L'axe stratégique de la IVème Internationale en Europe concernant l'activité anti-militariste est donc la lutte contre cette fonction principale de l'armée bourgeoise en Europe : l'armée de guerre civile. C'est autour de cet axe que doivent être traités les objectifs de mobilisation, rassemblés les différents courants de sensibilisation anti-militariste, éduquée la jeunesse radicalisée.

II.— La question militaire en France

En Belgique et en Suisse, les questions militaires sont posées concrètement dans la perspective d'un changement de la forme de domination politique et d'instauration d'un Etat fort. La bourgeoisie de ces pays a une marge de manœuvre assez large.

C'est en France que la question devient d'une actualité urgente. La baisse d'influence de la majorité au pouvoir et la constitution de l'Union de la Gauche, laissent présager une crise politique et institutionnelle dont la résolution risque de ne pas être pacifique et limitée aux enceintes parlementaires et présidentielles.

Certes la bourgeoisie ne semble pas prise d'un vent de panique et l'on cite les projections de l'« expansion » pour une éventuelle majorité de l'Union de la Gauche. Mais il serait parfaitement dangereux de prendre cet optimisme affiché pour argent comptant. Mai 68, dont il convient de répéter avec force que ce n'était pas une répétition générale, nous a appris que l'appareil de l'Etat fort avait une autonomie relative et qu'en conséquence, son comportement n'était pas nécessairement l'application immédiate et adéquate des intérêts à long terme et bien compris de la bourgeoisie.

Certes on peut imaginer plusieurs variantes concernant l'évolution de la situation politique en France dans les mois à venir. Mais il vaut mieux se dire que c'est la dynamique des forces sociales antagonistes en présence qui règlera la question.

A ce sujet, l'ambiguïté des réponses de Pompidou à la question de savoir ce qu'il ferait en cas de majorité « Union de la Gauche » est parfaitement adaptée à la situation. Mais d'ores et déjà, et sur ce point toutes les informations convergent dans le même sens, les réactions des fractions les plus fascisées de l'armée sont parfaitement claires : elles n'accepteront pas la présence d'une telle majorité, elles sont prêtes à intervenir militairement et elles sont en train de nouer ou de renouer des contacts étroits avec les réseaux parallèles type CDR et SAC. Les informations ne permettent pas pour le moment de savoir si nous avons affaire à des regroupements centralisés aux plus hauts niveaux de l'appareil militaire et politique. Mais ce que nous savons c'est que à ces plus hauts